RAPPORT D'ACTIVITES
2019

CONSORTIUM POUR LA RECHERCHE ECONOMIQUE ET SOCIALE

TABLE DES MATIÈRES :

LE MOT DU DIRECTEUR……4

A- LES GRANDS PROJETS DE RECHERCHE DU CRES EN 2019……5

Projet de recherche-action sur l'intégration du genre dans le processus de planification des budgets sectoriels……**5**
Réformes de la taxe sur le tabac pour promouvoir le développement économique en Afrique de l'ouest ……**6**
Projet d'appui à la résilience des exploitations familiales agropastorales (PAREFA) face aux effets des changements climatiques : le CRES apporte sa contribution à l'éradication de l'insécurité alimentaire et à la réduction de la pauvreté……**7**
Enquête sur la migration internationale au Sénégal : le CRES en quête de données probantes....**8**
Prévenir et réduire l'ampleur des maladies non transmissibles par une alimentation saine au Sénégal: le CRES face au triple défi de la sous-nutrition, des carences en micronutriments et de la surnutrition……**9**
« Analyse de l'espace budgétaire et des options de financement de l'extension de la protection sociale au Sénégal » pour le financement d'un système de protection sociale accessib le……**10**

B- LES RENCONTRES INTERNATIONALES AUXQUELLES LE CRES A PRIS PART EN 2019

Réunion des Thinks tanks africains pour réfléchir sur le thème du partenariat public-privé……**11**
Validation de notes conceptuelles des Think Tanks Ouest-africains (WATTNet)……**12**
Restitution des résultats de mesure et de suivi des indicateurs des ODD liés à la santé……**13**
Sixième sommet des Think tanks d'Afrique……**13**
Forum international des professionnels du Droit (FIPROD)……**14**
Concertation sur le projet de mise en place d'un comité consultatif de surveillance de Facebook……**15**

C- LES RENCONTRES NATIONALES AUXQUELLES LE CRES A PRIS PART EN 2019

Restitution et de validation de la note conceptuelle et du document sur les statistiques portant sur le genre au Sénégal……**16**
Rencontre des partenaires nationaux d'Afrobarometer ……**17**
Le CRES met en place un comité de pilotage d'Afrobarometer……**18**
Journée de réflexion sur le thème « Quelles formations pour la promotion de nos PME et de nos exportations »……**19**

D- AUTRES ACTUALITES DU CRES

Le CRES reçu par le président du Parlement de la CEDEAO……**20**
Voyage d'étude de Founty Alassane FALL, doctorante au CRES……**21**
Journée de la Femme : le CRES sacrifie à la tradition……**22**
L'équipe du CRES s'agrandit……**23**
Gouvernance et performances organisationnelles du CRES……**24**
Rapport financier 2019……**25**

LE MOT DU DIRECTEUR

En 2019, l'agenda du CRES a été marqué par une série d'activités dont la plupart s'inscrivent dans la continuité. C'est le cas notamment, des recherches qui ont contribué à l'adoption par les 15 chefs d'Etat de la CEDEAO d'une nouvelle directive sur la fiscalité des produits du tabac. Il s'agit de continuer à appuyer la commission de la CEDEAO et les 15 états membres afin qu'ils poursuivent leurs efforts en vue de l'application de cette directive, par le renforcement de l'argumentation en faveur d'une fiscalité plus forte sur le tabac, mais aussi par la mise au point des outils qui aideront à la prise de décision sur les taxes et les prix à appliquer sur les produits du tabac.

L'étude de la question genre qui avait aussi occupé une place importante dans les activités antérieures du CRES a connu de nouveaux développements avec la prise en compte de la budgétisation sensible au genre dans le processus de planification, d'élaboration, de mise en œuvre et de suivi du budget national. Cette recherche a été menée avec l'appui et la participation du Ministère de l'Economie et des Finances, en partenariat avec les ministères de l'Agriculture et de l'Energie. Il s'agit en 2019 de tester avec l'appui de ces deux ministères les propositions que le CRES fera en matière de changement dans les procédures budgétaires et dans l'application des outils qui seront développés à cet effet.

La migration est d'une actualité presque permanente dans les pays sahéliens. La complexité de ce phénomène nous rappelle son caractère structurel qui requiert un effort continu de réflexion afin que des solutions appropriées soient trouvées. C'est à la recherche de ces solutions que les chercheurs du CRES avec le concours de la Banque mondiale se sont encore attelés en 2019 à travers une enquête approfondie visant à produire des données sur les déterminants de la migration internationale des sénégalais, ses conséquences économiques et sociales et les caractéristiques de la migration de retour.

Les recherches sur la pauvreté et l'inégalité ont toujours été au premier rang des priorités du CRES qui leur a même dédié un département dans son organigramme. En 2019, le CRES s'est encore inscrit dans la continuité de ces recherches, notamment sur celle de l'équité en mettant l'accent sur l'alimentation scolaire avec l'évaluation des coûts et bénéfices des programmes de cantines scolaires en cours ainsi que d'un programme national de nutrition scolaire universel au Sénégal. La recherche sur la protection sociale se poursuivra dans les trois prochaines années avec comme objectif la production de données probantes pour soutenir un puissant plaidoyer auprès des décideurs publics pour qu'ils accordent une plus grande priorité à l'élimination de la faim à l'école.

Le Sénégal est aujourd'hui confronté au phénomène du triple fardeau nutritionnel, avec la persistance, à la fois, de la sous-nutrition, des carences en micronutriments et de la surnutrition. En même temps qu'il faut combattre la sous-alimentation, il faut aussi faire reculer fortement la prévalence des facteurs de risque des maladies non transmissibles imputables au système alimentaire. En plus de son investissement dans la lutte contre le tabagisme, le CRES a voulu apporter une nouvelle contribution à la lutte contre ces maladies, en initiant en 2019 un programme de recherche sur le rôle du système alimentaire dans la montée de la prévalence des facteurs de risque des maladies non transmissibles attribuables au système alimentaire. Cette recherche permettra de produire une masse critique de données probantes représentatives à l'échelle nationale, données sur lesquelles peut être bâtie une intervention publique forte pour un accès universel à une alimentation saine.
Au plan des perspectives, 2020 sera marquée par la poursuite de nos travaux sur les systèmes alimentaires, la protection sociale et le genre. De nouvelles recherches viendront les compléter, notamment celles portant sur l'évaluation de la couverture maladie universelle (CMU) et les performances de l'enseignement primaire au Sénégal y compris les daaras.

Pr Abdoulaye DIAGNE

LES GRANDS PROJETS DE RECHERCHE DU CRES EN 2019

Projet de recherche-action sur l'intégration du genre dans le processus de planification des budgets sectoriels

L'intégration de la dimension genre dans les pratiques budgétaires est considérée comme une stratégie efficace de promotion d'un développement socio-économique inclusif et durable. C'est ce qui explique l'intérêt qu'elle suscite de plus en plus dans la définition et la formulation des politiques publiques.

Pour aider à relever le défi de cette intégration, le CRES et Advocates for development and environnement (ACODE) - un centre de recherche ougandais - se sont engagés dans un projet de recherche-action visant la détermination d'un cadre de systématisation de l'intégration du genre dans le processus de planification des budgets sectoriels.

Dans ce cadre, le CRES a organisé le 17 avril 2019 à Dakar un séminaire de dissémination des résultats des travaux menés par les chercheurs de ces deux institutions, en collaboration avec des experts du Budget et de la Planification financière des deux pays.

Selon les résultats de l'étude menée, les nombreux efforts consentis au Sénégal en matière de budgétisation sensible au genre n'ont pas suffi pour permettre aux hommes et aux femmes de bénéficier de façon équitable des ressources publiques.

L'étude menée par les deux institutions a aussi permis d'identifier un vide juridique, des contraintes liées aux outils opérationnels, des contraintes de données relatives aux politiques sectorielles sensibles au genre, tout au long du processus d'élaboration des budgets au Sénégal. L'étude a traité toutes les étapes du processus d'élaboration, les rôles des différents acteurs, mais aussi les instruments, afin de voir les réformes et les changements à opérer.

Les résultats des travaux ont révélé que sur certains points, l'Ouganda a fait des progrès, notamment dans le processus de certification des budgets. D'où la recommandation consistant à mettre en place un processus de certification des budgets, afin de s'assurer qu'il y a une prise en compte effective de la dimension genre.

Réformes de la taxe sur le tabac pour promouvoir le développement économique en Afrique de l'ouest

Le 2 mai 2019, s'est tenu à Dakar l'atelier de lancement du projet « Reformes de la taxe sur le tabac pour promouvoir le développement économique en Afrique de l'ouest ». C'était dans le cadre des initiatives de lutte contre le tabagisme, prises par le CRES et ses partenaires, l'université de Cape Town, International Center for Tax and Development et la CEDEAO, afin d'accélérer l'application de la directive portant sur l'harmonisation des droits d'accise dans les pays membres de la CEDEAO.

Les échanges ont porté sur :

- l'harmonisation des politiques de lutte contre le tabagisme dans l'espace CEDEAO. Il est ressorti des travaux que cette mesure ne saurait être effective si les pratiques fiscales des pays membres restent très rigides et si les décideurs restent en marge des directives régionales. Le Ghana, le Nigéria et le Sénégal ont été cités en exemples pour le dynamisme de leurs systèmes fiscaux.
- la difficulté de maitriser le prix de vente des producteurs pour déterminer l'assiette fiscale adaptée ;
- la porosité des frontières et la défaillance du contrôle des marchandises qui déterminent la traçabilité des produits de tabac.

Les propositions retenues au terme des travaux se résument comme suit :

- Mettre en place un contrôle de marchandises en interne et aux frontières des pays membres. Pour le contrôle interne, il est souhaitable d'instaurer des contrôles mobiles permanents, de doter les différentes frontières de laboratoires de contrôle des ventes en ligne et des systèmes de marquage des marchandises ;
- Instituer un système informatique de contrôle douanier de la CEDEAO pour éviter des ruptures dans le contrôle des marchandises d'un pays à l'autre et veiller au contrôle des cargaisons ;
- Adopter des mesures fiscales conformes à la dimension économique de la lutte contre le tabac. Ces réformes fiscales devront prendre en compte les questions de genre, d'environ-

nement et de santé publique. Par exemple, la question du genre suscite des réflexions sur comment les femmes sont impliquées dans le commerce des produits de tabac et le moyen de les en sortir tout en leur garantissant un revenu régulier ;
- Mobiliser les parlementaires, notamment les femmes parlementaires, et développer un plaidoyer à l'endroit des leaders d'opinion, de la chefferie traditionnelle, des institutions communautaires et de la société civile.

Projet d'appui à la résilience des exploitations familiales agropastorales (PAREFA) face aux effets des changements climatiques : le CRES apporte sa contribution à l'éradication de l'insécurité alimentaire et à la réduction de la pauvreté.

Le PAREFA est un projet mis en œuvre par l'ASPRODEB en partenariat avec le Réseau National des Coopératives de Producteurs de Semences, le Cadre de Concertation des Producteurs d'Arachide (CCPA), le CRES et L'Institut Sénégalais de Recherches Agricoles (ISRA). Son but est de contribuer à l'éradication de l'insécurité alimentaire et à la réduction de la pauvreté des populations rurales du Sénégal par l'amélioration de la productivité et l'augmentation des revenus.

L'atelier de lancement du projet s'est déroulé les 20 et 21 août 2019 en présence de l'ensemble des membres du consortium (ASPRODEB, FONGS/AP, CCPA, FEPROMAS, RNCPS, ISRA, CRES), pour préparer le démarrage de la mise en œuvre du PAREA. L'objectif visé était :

- de partager le document de projet PAREFA (objectifs, résultats attendus, activités, stratégie de mise en œuvre, suivi et évaluation, budget global) ;
- de partager le rapport de l'atelier régional de lancement des 15 projets de terrains sélectionnés dans le cadre du projet d'appui à la transition agro-écologique (PATAE) en Afrique de l'Ouest ;
- de passer en revue les activités et les résultats attendus du PAREFA et en faire une planification opérationnelle pour une mise en œuvre cohérente ;

- de retenir les activités prioritaires pour le semestre (juillet – décembre 2019) ;
- d'élaborer le premier PTBA pour la période juillet – décembre 2019 ;
- de préparer la première demande d'alimentation de fonds ;
- d'informer les partenaires sur les exigences en matière de gestion des fonds, de rapportage des activités.
- d'informer les partenaires sur les approches de suivi -évaluation et de capitalisation des activités et des résultats du projet.

« Enquête sur la migration internationale au Sénégal » : le CRES en quête de données probantes

Le 24 octobre 2019, la Banque mondiale et le CRES ont lancé dans les 14 régions du Sénégal une grande enquête qui vise à recueillir des données relatives aux déterminants de la migration internationale, aux conséquences économiques et sociales de celle-ci et aux caractéristiques de la migration de retour.

De manière spécifique, cette enquête visait à produire des données sur (i) les déterminants de la migration internationale, (ii) les conséquences économiques et sociales de celle-ci et enfin (iii) les caractéristiques de la migration de retour.

Les résultats de cette enquête auront pour objectif de contribuer aux preuves et données existantes relatives aux migrations en Afrique de l'Ouest et vers l'Union européenne. Tout en produisant des données d'intérêt publique, ils soutiendront le travail effectué par de nombreux acteurs tels que (i) les gouvernements nationaux, (ii) l'Union européenne et les autres pays bénéficiaires, (iii) la Banque mondiale et les autres partenaires de développement et (iv) la communauté internationale. Pour assurer la réussite de l'enquête, l'accent a été mis dans un premier temps sur la formation des agents.

La première phase de l'enquête a été consacrée au dénombrement des ménages vivant dans

les districts de recensement (DR) sélectionnés au niveau des 14 régions du pays. Cette première phase de travail devait aussi permettre de collecter des données sur les infrastructures de bases existantes relatives à l'éducation, la santé ou encore la sécurité.

La seconde phase était dédiée à la collecte des données spécifiques relatives à la migration internationale au Sénégal.

« Prévenir et réduire l'ampleur des maladies non transmissibles par une alimentation saine au Sénégal » : le CRES face au triple défi de la sous-nutrition, des carences en micronutriments et de la surnutrition

Le Sénégal est confronté au phénomène du triple fardeau nutritionnel, avec la persistance, à la fois, de la sous-nutrition, des carences en micronutriments et de la surnutrition. En même temps qu'il doit combattre la sous-alimentation, le pays doit aussi faire reculer fortement la prévalence des facteurs de risque des maladies non transmissibles imputables à son système alimentaire. C'est pour relever ce défi que le CRES a élaboré un projet de recherche intitulé « Prévenir et réduire l'ampleur des maladies non transmissibles par une alimentation saine au Sénégal ». L'objectif de ce projet est de produire une masse critique de données probantes sur lesquelles peut être bâtie une intervention publique forte pour un accès universel à une alimentation saine.

La recherche mettra l'accent sur quatre axes : i) la disponibilité et l'accessibilité financière d'un panier nutritionnel pour les différentes strates de la population, ii) l' influence des circuits de distribution sur la disponibilité d'aliments sains et d'aliments malsains ainsi que les pratiques d'achat d'aliments des consommateurs sénégalais, iii) le rôle des facteurs sociaux et culturels dans les pratiques culinaires et dans les décisions d'achat d'aliments des femmes et, iv) les coûts et les gains potentiels de mesures économiques visant à faire évoluer les comportements des ménages vers l'adoption du panier nutritionnel et sur les maladies non transmissibles.

« Analyse de l'espace budgétaire et des options de financement de l'extension de la protection sociale au Sénégal » pour le financement d'un système de protection sociale accessible

Cette étude qui fait suite à un contrat signé avec le BIT vise à effectuer l'estimation des coûts et l'identification de ressources publiques additionnelles mobilisables pour le financement d'un système national de protection sociale destiné aux populations non couvertes par les systèmes formels existants.

Plus spécifiquement, il s'agit :

- d'estimer le coût du scenario d'extension de la protection sociale au Sénégal retenu par le CTAS de l'étude ;
- de contribuer aux travaux sur la budgétisation des différents scénarios d'extension de la protection sociale au Sénégal et au choix d'un scénario consensuel du coût ;
- de simuler les impacts sur la pauvreté et la rentabilité de différents scénarios d'investissement en protection sociale ;
- d'identifier et d'estimer la contribution potentielle des différentes sources d'augmentation des ressources publiques susceptibles d'être allouées aux programmes de protection sociale ;
- d'évaluer la contribution des ménages et des collectivités locales aux programmes dits du système mixte (Couverture maladie universelle, extension du système de retraite au secteur informel) ;
- d'apprécier la soutenabilité budgétaire de la contribution attendue de l'Etat au financement du scénario de protection sociale retenu par le CTAS ;
- de projeter année par année les ressources totales internes pouvant être allouées à une extension des programmes de protection sociale ;
- d'estimer la contribution potentielle de bailleurs extérieurs au financement d'un système national de protection sociale ;
- d'opérer des arbitrages pour obtenir un équilibre entre les coûts et les ressources du scénario de protection sociale retenu par le CTA.

Cette étude prévue pour une durée de trois mois est pilotée par le Pr Abdoulaye Diagne et Dr Fatou Cissé.

LES RENCONTRES INTERNATIONALES AUXQUELLES LE CRES A PRIS PART EN 2019

Réunion des Thinks tanks africains pour réfléchir sur le thème du partenariat public-privé.

En marge de la troisième édition de la Conférence internationale sur l'émergence économique en Afrique (CIEA), le CRES, sous mandat du comité scientifique de la CIEA-III, a réuni le samedi 19 janvier, des Think Tanks africains dans le cadre d'un Side event, afin de recueillir leurs contributions. Cette prestigieuse rencontre qui s'est tenue au Centre international de conférence Abdou Diouf, a été placé sous le thème : « les Think Tanks africains pour impulser le partenariat public-privé ».

Les débats de haute facture ont été animés par un panel composé de M. Ibrahima DIARA, directeur exécutif du CIRES de la Côte d'Ivoire, de M. Ibrahima ATHIE de l'IPAR Sénégal, d'un représentant de l'Institute of Statistical, Social and Economic Research (ISSER) du Ghana, M. Bagore BATHILY, directeur général et fondateur de la laiterie du Berger, de M. Mansour KAMA, président de la Confédération nationale des employeurs du Sénégal (CNES) et de M. Victor NDIAYE, fondateur du cabinet de conseil, Performances Group.

Le temps de la recherche, n'est pas celui des affaires, ce qui ne manque pas de compliquer parfois les collaborations entre les secteurs public et privé. Aussi, les participants ont-ils été unanimes à reconnaitre l'importance de mettre sur pied des mécanismes et une plateforme d'échange entre les deux secteurs afin de permettre au monde de la recherche de s'enquérir de leurs besoins, et de leur fournir des données macro et microéconomiques pour éclairer la prise de décision.

Les participants ont exprimé le souhait de voir plus de légitimité accordée à la recherche pour une meilleure impulsion des secteurs public et privé.

Validation de notes conceptuelles des Think Tanks Ouest-africains (WATTNet)

Le mardi 30 avril 2019, s'est tenu, à Dakar, l'atelier du réseau WATTNet dont les objectifs visaient la validation des projets de notes conceptuelles proposés par les institutions membres, et la définition d'une feuille de route pour la finalisation des propositions techniques avec une stratégie de mobilisation des ressources associées.

Les institutions membres avaient choisis de travailler sur les domaines de recherche prioritaires ci-après, liés aux problèmes auxquels les décideurs sont confrontés dans la mise en place des politiques publiques :

- Conflit, sécurité et fragilité (CIRES)
- Emploi des jeunes – évaluation de l'efficacité des interventions mises en œuvre dans différents Pays d'Afrique de l'Ouest (IPAR).
- SDG – une évaluation des progrès dans les pays WATTNET (CSEA).
- Genre, femmes et violence (CRES)

L'analyse s'est fondée sur la compréhension et la pertinence des notes conceptuelles et la prise en compte par les différents pays du réseau dans la zone d'intervention des projets.

Toutes les institutions chefs de file devraient finaliser leurs notes conceptuelles avec tous les commentaires fournis par le groupe et transmettre le projet final avant le 31 mai 2019.

Restitution des résultats de mesure et de suivi des indicateurs des ODD liés à la santé

Les 15 et 16 Avril 2019, s'est tenu à Dakar un atelier régional sur les Objectifs de développement durable (ODD) liés à la santé. Cet atelier faisait suite à « l'appel de Dakar » initié en 2017 par le CRDI, l'Organisation ouest-africaine de la santé (WAHO) et le CRES en faveur de la création d'une coalition régionale pour la réalisation des objectifs de développement durable lés à la santé en Afrique de l'Ouest. Il a réuni près de 13 pays de l'espace CEDEAO.

L'objectif de l'atelier était, d'une part, de présenter les résultats de mesure et de suivi des indicateurs des ODD liés à la santé dans trois pays à savoir le Burkina-Faso, le Ghana et le Sénégal, d'autre part, de recueillir les commentaires et de créer des espaces de partenariat pour mener des réflexions sur l'atteinte des ODD dans la sous-région. Etaient présent à cette rencontre de haut niveau, des représentants de l'Etat, la société civile, des organisations non gouvernementales, des institutions universitaires et de recherche, dont le CRES.

Sixième sommet des Think tanks d'Afrique

Mme Founty A. Fall a pris part au Sommet des Think tanks africains à Nairobi au Kenya. La rencontre qui s'est déroulée du 24 au 26 avril 2019 avait pour but de proposer des stratégies et des recommandations concrètes afin de contribuer de manière significative à la résolution des problèmes de mise en œuvre des programmes des Think tanks dans le contexte de l'Agenda 2063 et des ODD.

Quatre objectifs spécifiques étaient visés lors de ce sommet :

- Echanger sur les causes des échecs des cadres de développement pourtant bien conçus, face aux impacts transformationnels escomptés.
- Identifier des approches pratiques pour la mise en œuvre efficace des politiques et des programmes, y compris le partage des connaissances, des expériences et des pratiques des pays / régions en progrès.
- Débattre du rôle du leadership transformateur (y compris le rôle des acteurs étatiques et non étatiques) dans la résolution des problèmes de mise en œuvre et partager les expériences et les pratiques relatives au rôle de chacun des acteurs.
- Plaider en faveur d'un mouvement et d'une plate-forme coordonnés à l'échelle du continent (y compris la définition d'un programme de recherche) pour la constitution de groupes de réflexion, et soutenir le processus de mise en œuvre des plans de développement nationaux, des ODD et de l'Agenda 2063.

Forum international des professionnels du Droit (FIPROD)

L'Ecole Régionale Supérieure de la Magistrature (ERSUMA) de l'Organisation pour l'Harmonisation en Afrique du Droit des Affaires (OHADA) a organisé, avec l'accompagnement du CRES, la première édition du Forum International des Professionnels du Droit (FIPROD) sur le thème : « Négociation et conseils en investissements dans l'espace OHADA ». Cette rencontre avait pour modérateur le Professeur Abdoulaye SAKHO, Agrégé des facultés de droit, membre du CRES.

Le forum s'est déroulé les jeudi 14 et vendredi 15 novembre 2019 en présence d'éminents experts africains du métier du droit et les chefs d'entreprises qui vont réfléchir sur les questions fondamentales de « Négociation et conseils en investissements dans l'espace OHADA.

Concertation sur le projet de mise en place d'un comité consultatif de surveillance de Facebook

Le 4 juillet 2019, à l'initiative de Facebook avec l'appui logistique et scientifique du CRES, s'est tenu à Dakar un atelier régional de concertation sur le Projet de mise en place d'un Conseil externe de surveillance de Facebook.

Cet atelier a vu la participation d'experts de la presse en ligne et bloggeurs des pays d'Afrique de l'Ouest. Étaient représentés à cette séance le Bénin, le Burkina Faso, la Côte d'Ivoire, la Guinée Conakry, le Mali, le Niger, le Sénégal et le Togo.
Pour rappel, le réseau social Facebook a lancé en décembre 2018 le Projet de création du Comité consultatif de surveillance, dont la mission est d'examiner les décisions de modération de contenus prises par Facebook.
La création dudit Conseil se justifie par le fait que Facebook ne compte plus décider seul sur les contenus sensibles (publications, commentaires, etc.), eu égard à son devoir de respect des droits humains.
A ce titre, la décision a été prise par Facebook de recueillir l'avis des acteurs de la Communauté Facebook sur le Projet de Charte (adoption finale prévue en octobre 2019) du Conseil externe de surveillance. Pour ce faire, des consultations ont été ouvertes et l'opinion de plusieurs experts a été recueillie dans différentes régions du monde (88 pays au total).
Concernant la consultation régionale de Dakar, les avis suivants ressortent des échanges avec les acteurs qui ont suivi avec intérêt les présentations de l'équipe de Facebook sur respectivement, le processus d'élaboration des politiques et des standards de la communauté et le conseil de surveillance.
Les avis recueillis durant cet atelier ont porté précisément sur la composition du Conseil de surveillance (I) et ses fonctions (II). Un rapport final produit par le CRES a été transmis à l'équipe de Facebook.

LES RENCONTRES NATIONALES AUXQUELLES LE CRES A PRIS PART EN 2019

Restitution et de validation de la note conceptuelle et du document sur les statistiques portant sur le genre au Sénégal

Sur invitation de l'ONU Femmes, le CRES a participé à l'atelier de restitution et de validation de la note conceptuelle et du document de projet sur les statistiques sur le genre au Sénégal.

La rencontre s'est tenue le 23 avril 2019 sous la présidence du Directeur de cabinet du ministre de la femme, de la Famille du Genre et de la Protection des Enfants. C'était en présence d'une trentaine de participants dont le représentant du Directeur général de l'ANSD, de la Directrice régionale de l'ONU FEMMES, du Consultant qui a produit l'état des lieux sur les statistiques sur le genre ainsi que le document de projet.

Les échanges ont porté essentiellement sur le contexte, les objectifs, les résultats et les impacts attendus. L'état des lieux présenté par le consultant a été approuvé, et des contributions visant à son amélioration ont été aussi apportées par les participants.

Les prochaines étapes ont été également déclinées ainsi qui suit :

- Finaliser le document de projet d'ici le 29 avril 2019 en prenant en compte les différentes observations faites, sachant que le financement tourne autour de 2000 dollars US sur trois ans;
- Constituer un taskforce pour étudier les modalités d'exécution du projet ;
- Harmoniser les interventions ;
- Recruter deux personnes qui vont travailler directement dans le projet, sachant que le Programme sera mise en œuvre par les acteurs ;
- Réfléchir sur un document de plaidoyer visant les décideurs.

Rencontre des partenaires nationaux d'Afrobarometer

Le CRES a été nommé partenaire national (NP) de l'Afrobarometer (AB) au Sénégal. Il s'agit d'un projet d'enquête et de recherche non partisan qui mesure les attitudes des citoyens sur la démocratie et la gouvernance, l'économie, la société civile, et d'autres sujets. Afrobarometer est le leader mondial dans les projets de recherche sur les questions qui affectent les hommes et les femmes d'Afrique.

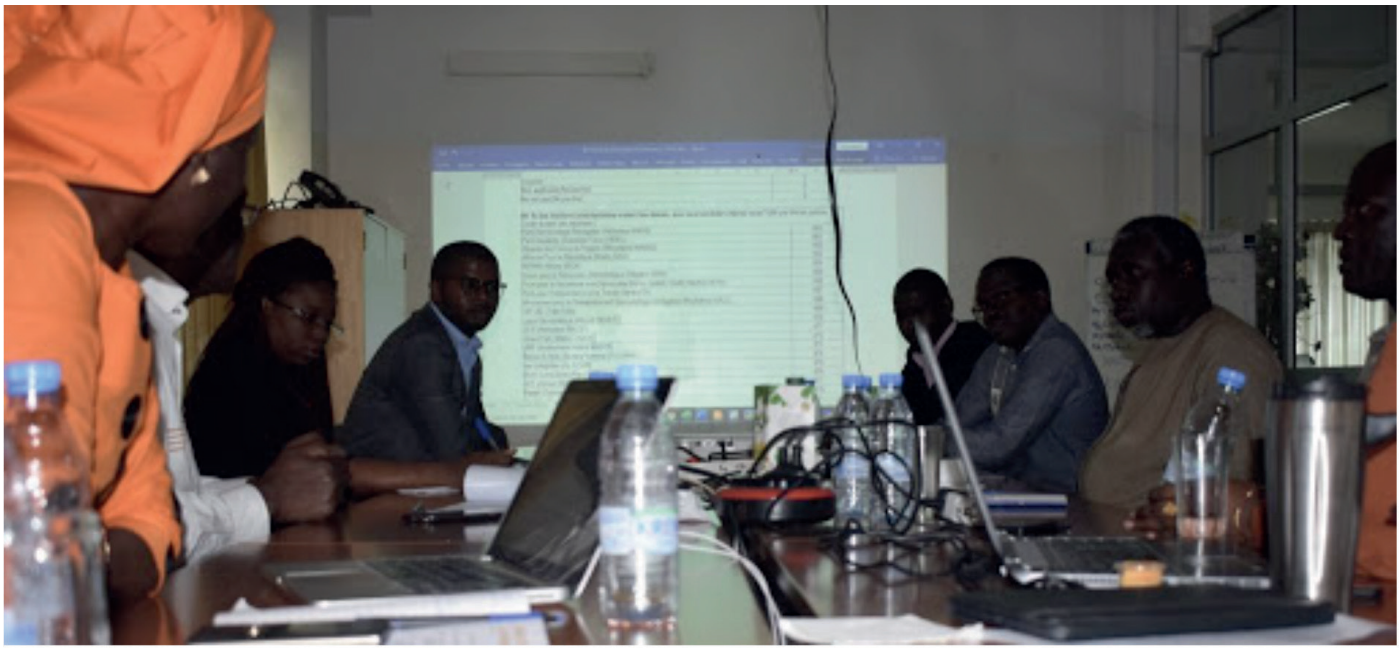
La nomination du CRES est intervenue à l'issue d'un processus de sélection rigoureux et compétitif. En tant que partenaire national, le CRES va assumer la responsabilité de mener toutes les activités d'Afrobarometer au Sénégal, y compris l'enquête de la série 8 programmée pour 2019/2020.

C'est à ce titre que le Professeur Abdoulaye DIAGNE, Directeur Exécutif a pris part à la réunion des partenaires nationaux qui s'est déroulé du 27 au 31 mai 2019 à Johannesburg en Afrique du Sud.

Cette rencontre d'une semaine a permis d'échanger avec les différents partenaires nationaux (NP) afin de préparer les enquêtes Round 8 dans les différents pays.

Les participants ont eu à échanger sur plusieurs points permettant ainsi aux nouveaux partenaires de mieux s'imprégner des réalités d'Afrobarometer.

Le CRES met en place un comité de pilotage d'Afrobarometer



Nommé partenaire national (NP) d'Afrobarometer (AB) en mai 2019, le CRES a mis en place, le mercredi 11 décembre 2019, un comité de pilotage de la série numéro 8 des enquêtes d'Afrobarometer. L'objectif étant de formuler des questions spécifiques à soumettre pour validation mais aussi d'adapter le questionnaire de l'enquête au contexte sénégalais.

La série numéro 8 des enquêtes d'Afrobarometer prévue pour 2019/2020 va se dérouler dans environ 40 pays en Afrique. Au Sénégal, le CRES est chargé de collecter des informations sur l'attitude des citoyens sur la gouvernance et la démocratie auprès de 120 ménages. Des informations qui seront traitées et analysées avant la validation finale.

Les institutions membres de ce comité de pilotage sont entre autres l'Autorité de régulation des télécommunications et des postes (ARMP), l'Organisation de droit sénégalais qui vise à promouvoir et protéger les droits de l'homme (JOCTION), le Réseau Paix et Sécurité des Femmes de l'espace CEDEAO (REPSFECO /SÉNÉGAL), le Centre Africain pour l'Education aux Droits Humains (C.A.E.D.HU/Dakar), des universités, etc.

Le rôle de ces institutions est d'appuyer le CRES dans le choix des questions additionnelles spécifiques au Sénégal (questions d'actualités, d'importances nationale, non abordé par le questionnaire), la validation des données après l'enquête et la dissémination des résultats obtenus.

Journée de réflexion sur le thème « Quelles formations pour la promotion de nos PME et de nos exportations »

Le 19 novembre 2019 le CRES a participé à une journée de réflexion, sur le thème : « Quelles formations pour la promotion de nos PME et de nos exportations ». La rencontre était organisée par le Ministère du Commerce et des Petites et moyennes entreprises.

Le panel a regroupé 150 participants de divers horizons : administrations, universités, centres de recherche, écoles supérieures privées, secteur privé, syndicats, ONG, etc. Des allocutions ont d'abord été faites par des représentants du secteur privé, des universités ou centres de Recherche, la Directrice de l'enseignement primaire et moyen au Ministère de l'Education Nationale. Le ministre de l'Enseignement Supérieur, de la Recherche et de l'Innovation, le ministre en charge du Suivi du PSE et le ministre du Commerce et des PME ont ensuite pris la parole pour lancer l'ouverture des discussions.

Dans son allocution, Professeur Mbaye Diène du CRES, représentant les centres de recherche et les universités, a magnifié l'initiative de la Direction des PME et identifié deux problèmes macroéconomiques majeurs, soulevés par le thème de la journée. Le premier est celui de l'adéquation entre les types de formations offertes et les domaines de recherche, avec les besoins du marché du travail, surtout avec la composante offre de ce marché.

Le second est celui de la capacité de nos PME à répondre adéquatement aux demandes extérieures qui s'adresseraient à elles, une fois franchies les barrières à l'accès à ces marchés. Ces deux préoccupations de développement, sommes toutes classiques, sont restées d'actualité et l'Etat du Sénégal a toujours eu le souci d'y apporter des solutions.

Il a aussi relevé le souci constant du CRES, d'éclairer scientifiquement les décideurs dans leurs choix de politiques économiques.

AUTRES ACTUALITÉS DU CRES

Le CRES reçu par le président du Parlement de la CEDEAO

Le Professeur Abdoulaye Diagne, Directeur Exécutif du CRES, Mme Nafissatou Baldé Sow et Mme Kadidia Ba, respectivement coordinatrice et assistante du projet de recherche-action sur le tabac ont été reçus en audience le 30 juillet 2019 par le président du parlement de la CEDEAO, Monsieur Moustapha Cissé Lô.

L'objectif de la rencontre était de solliciter le soutien de ce dernier pour l'application de la directive régionale portant harmonisation du droit d'accises sur les produits du tabac dans les états membres de la CEDEAO. Lors de cette entrevue, l'historique des efforts déployés par le CRES en matière de lutte antitabac, en partenariat avec la CEDEAO, jusqu'à l'adoption de la directive en 2017 ont été présentés.

Après avoir salué la démarche du CRES, le Président du parlement de la CEDEAO a évoqué la possibilité d'inscrire l'application de la directive à l'ordre du jour de la prochaine réunion ordinaire du parlement, afin que celui-ci formule des recommandations pour sa mise en œuvre effective.

Voyage d'étude de Founty Alassane FALL, doctorante au CRES

Founty Alassane FALL a représenté le CRES à deux évènements majeurs qui se sont déroulés à Genève : une Ecole de printemps (en anglais winterschool), et une conférence de On Think tanks.

- Le winterschool regroupait 24 jeunes dont les10 jeunes leaders 2018-2019 soutenus par l'Initiative Think Thanks (ITT). Ces jeunes sont des ressortissants du Bolivie, de l'Équateur, du Pérou, de Myanmar, du Sri Lanka, de l'Inde, du Nigéria, de la Tanzanie et du Sénégal. Organisée du 27 janvier au 02 février 2019, la formation avait pour objectif le renforcement de capacités des futurs leaders des Think tank nationaux afin de leur garantir un meilleur épanouissement dans leur vie professionnelle au sein de leurs institutions mais aussi dans leur communauté.

Au-delà de cet objectif général, le winterschool visait les objectifs spécifiques suivants;

Contribuer à la performance des thinks thanks respectifs par la création de réseaux d'apprentissage et la capitalisation des expériences et bonnes pratiques;

Contribuer à la promotion de futures générations de leaders.

- La conférence « On Think tanks 2019 » quant à elle s'est tenue du 5 au 6 février 2019 avec la participation des acteurs des Think tanks, des entrepreneurs politiques et des bailleurs de fonds de la recherche. Quatre parmi les jeunes leaders du Winterschool (dont Founty) ont représenté leurs institutions à ladite conférence La rencontre visait à instaurer une concertation entre les participants pour une meilleure prise des défis observés dans les différentes zones d'intervention de ITT. Précisément, il s'agissait d'identifier les actions que les Thinks tanks pourraient mener afin de contribuer à réduire les gaps liés à la croissance dans leurs pays respectifs, notamment dans l'optique de la réalisation des ODD.

Journée de la Femme : le CRES sacrifie à la tradition

En 2019, le CRES a couplé la célébration de la Journée internationale des femmes avec l'organisation de la cérémonie marquant le départ à la retraite de Mme Sokhna DIOUF Thiam, responsable du suivi-évaluation. Ce couplage était symbolique à plus d'un titre en ce sens que fêter la Femme c'est honorer toutes les femmes prises individuellement, et fêter l'une d'elles, en particulier, constitue un hommage pour toutes les autres femmes.

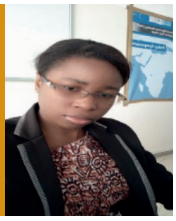
Outre le personnel du CRES et les invités, la cérémonie a été marquée par une forte présence des parents et amis de Mme Thiam, parmi lesquels son mari, ses enfants, ses soeurs, ses amies d'enfance, et d'autres parents.

La cérémonie fut clôturée par une remise de cadeaux à Mme Thiam, suivie d'un pot d'adieu.

L'ÉQUIPE DU CRES S'AGRANDIT

Thierno Birahim NIANG
Titulaire du diplôme d'Ingénieur Statisticien Economiste (ISE) obtenu à l'Ecole Nationale de la Statistique et de l'Analyse Economique (ENSAE) de Dakar, Thierno Birahim NIANG est assistant de recherche dans le cadre du Projet Assainissement Non Connecté (ANC).

Kodjo Christophe HENOVI
Christophe HENOVI est arrivé au CRES au mois de juin 2019. Il travaille sur le projet migration internationale au Sénégal. Il est titulaire du diplôme d'ingénieur des Travaux Statistiques à l'Ecole Nationale de la Statistique et de l'Analyse Economique (ENSAE) à Dakar



Edith BOMBIRI
Titulaire du diplôme d'ingénieur Statisticien Economiste (ISE) de l'Ecole Nationale de la Statistique et de l'Analyse Economique (ENSAE) de Dakar, Edith BOMBIRI intervient principalement dans le projet Afrobarometer et dans une moindre mesure dans le projet sur la migration internationale au Sénégal pour un contrôle de qualité des données.

Fanta Ndioba SYLLA
Fanta Ndioba SYLLA est stagiaire au CRES depuis le 15 Septembre 2019. Titulaire d'un Master 2 en économie appliquée à la Faculté des Sciences et Economiques et de Gestion de l'Université Cheikh Anta Diop de Dakar, elle travaille dans le cadre de l'enquête sur la migration internationale au Sénégal. Fanta SYLLA intervient également dans le projet Assainissement Non Connecté (A.N.C).

Ndèye Fatou SOW
Diplômée de l'institut privé Dakar School of Economics IRES, Ndèye Fatou SOW est titulaire d'un Master 2 en économétrie et Statistique Appliquée. Stagiaire au CRES depuis le mois d'octobre 2019, elle intervient dans l'enquête sur la migration internationale au Sénégal, avec pour tâche le contrôle et l'apurement des données.

Hassana DIALLO
Titulaire d'un Diplôme Spécialisé en Journalisme et Communication (DSJC) obtenu au Centre d'Etudes des Sciences et Techniques de l'Informations (CESTI), Hassana DIALLO effectue un stage dans le département communication du CRES. Ses missions : la rédaction d'articles, l'amélioration et la mise à jour des informations du site internet, la gestion des médias sociaux et numériques du CRES, la création et la gestion de la base de données médias, etc.

Yaye Diama NDIAYE
Titulaire du diplôme de Master en Développement rural et Coopération à l'Université Gaston Berger de Saint-Louis, Yaye Diama NDIAYE est chargée de projets du programme Santé du CRES. Elle est notamment chargée de planifier et de coordonner les activités des projets, d'en assurer la gestion administrative et technique, la communication avec les partenaires techniques et financiers et les institutions de recherche.

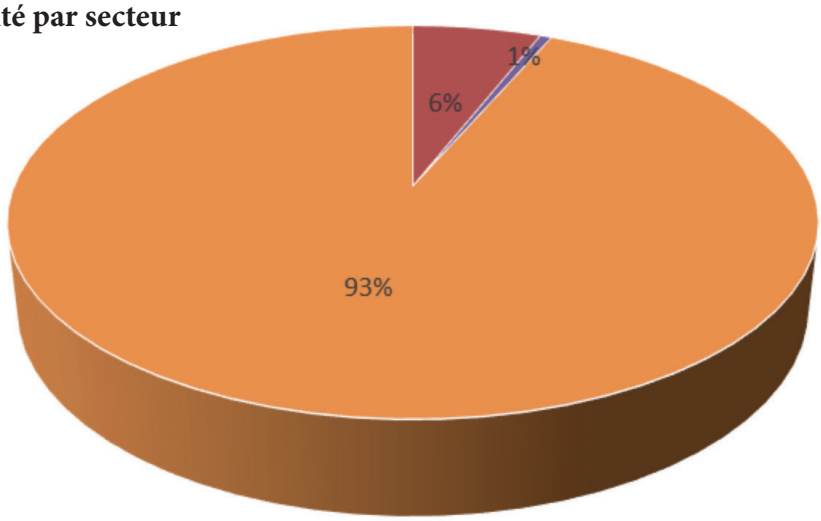
GOUVERNANCE ET PRFORMANCES ORGANISATIONNELLES DU CRES

Les comptes du CRES au 31 décembre 2019 ont été revus en 2020 par le cabinet KPMG. Cet audit effectué selon les normes professionnelles généralement admises au plan international et telles que définies par l'IFAC, a abouti à une certification des comptes.

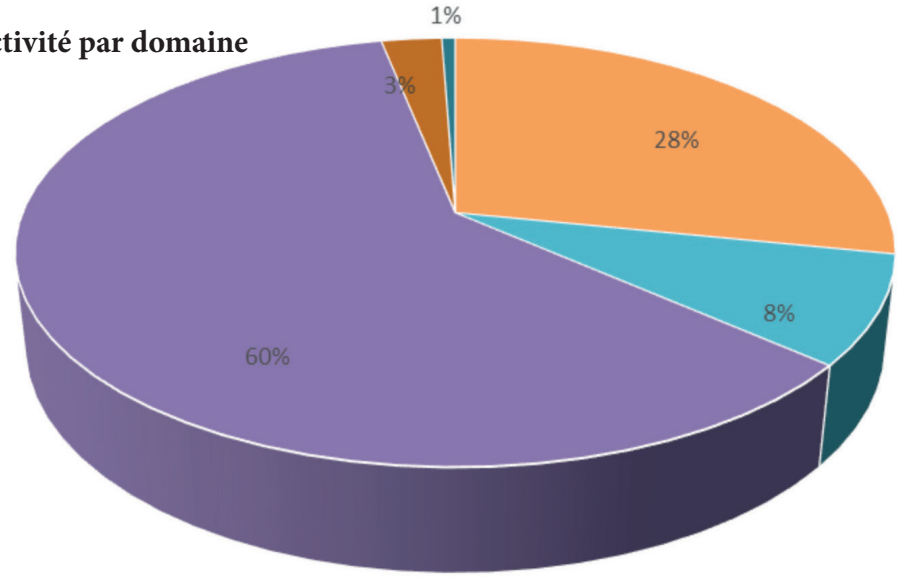
L'exercice 2019 est marqué par la clôture des activités du projet «Vivre Avec l'Eau» ainsi que par la relance de la collaboration avec la Banque Mondiale, notamment le lancement des enquêtes « étude sur la migration internationale au Sénégal et en Gambie» et « Indicateurs de Prestation de Service ».

RAPPORT FINANCIER 2019

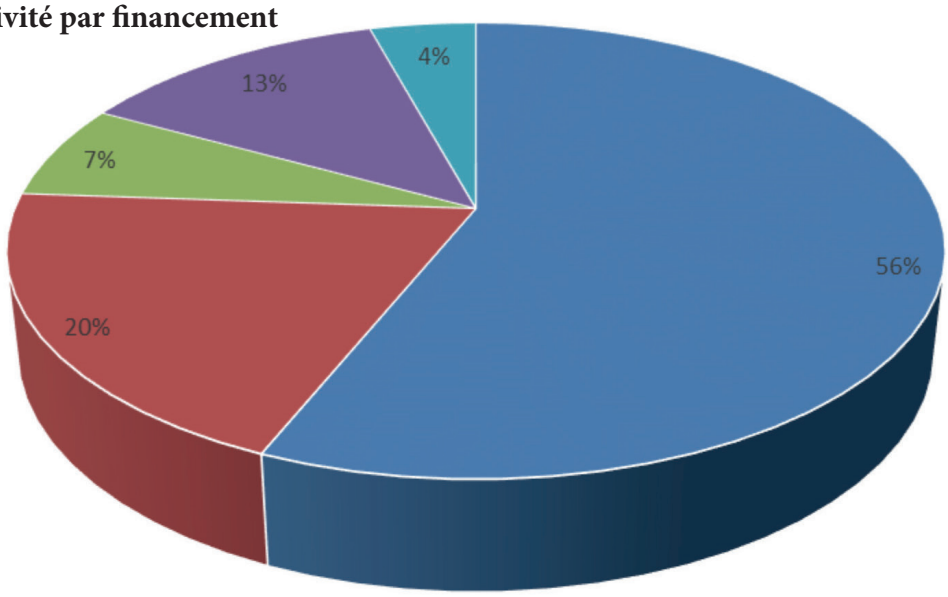
Répartition de l'activité par secteur



Répartition de l'activité par domaine



Répartition de l'activité par financement



CRES, Rue 10 Prolongée Cité Iba Ndiaye Djadji
Lots 1 et 2 Pyrotechnie - Dakar Sénégal CP : 12023 - BP : 7988,
Dakar Médina
Tél : (221) 33 864 77 57 - Fax : (221) 33 869 64 88
Email : cres@cres-sn.org
Informations : contact@cres-sn.org
Site web : www.cres-sn.org